

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président du Sénat, le 16 juillet 1987, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur des amendements au projet de loi "modifiant la loi organisant les agglomérations et les fédérations de communes et portant des dispositions relatives à la Région bruxelloise", a donné le 16 juillet 1987 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 16 juli 1987 door de Voorzitter van de Senaat verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over amendementen op het ontwerp van wet "tot wijziging van de wet houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten en houdende bepalingen betreffende het Brussels Gewest", heeft op 16 juli 1987 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes :

I. Amendements de MM. MOUREAUX et HOTYAT
(doc. Sénat 580, 1986-1987, n° 14).

1) Article 1er.

L'amendement soulève un problème d'opportunité politique sur lequel il n'appartient pas au Conseil d'Etat de se prononcer.

2) Article 12.

Selon l'alinéa 1er de l'amendement, deux listes d'appartenance linguistique différente peuvent faire une déclaration d'appartenance à un même groupe politique en vue de la dévolution des sièges. Cette déclaration doit être faite au plus tard la veille du jour du scrutin.

Afin de ne pas surprendre l'électeur, on peut se demander si cette déclaration ne devrait pas être faite plus tôt et être assortie d'une publicité suffisante.

3) Article 16.

Il résulte effectivement de l'article 108bis, § 1er, de la Constitution que l'élection d'un président du conseil d'agglomération doit être ratifiée par le Roi. Il n'est cependant pas nécessaire que la loi reproduise ce prescrit constitutionnel.

.../...

4) Article 18.

La précision n'est pas indispensable. Il va, en effet, de soi que le nouveau président élu occupera le premier rang.

5) Article 19.A. a) Amendement principal.

C'est à tort que la justification de l'amendement relève une contradiction entre l'article 69, § 1er, proposé et l'article 44, alinéa 2, maintenu en vigueur.

Il s'agit, d'une part, de délégations accordées par le collège et, d'autre part, de délégations accordées par le président quant à ses propres attributions.

b) Amendement subsidiaire.

Le mot "collégial" n'est pas inutile car il a acquis un sens particulier.

B. C'est à tort que la justification invoque une contradiction avec l'article 44, l'article 69, § 3, étant relatif aux attributions du collège et l'article 44 à celles du président.

.../...

6) Article 21.

Le Conseil d'Etat se réfère à l'observation qu'il a faite sur cet article dans l'avis qu'il a donné le 24 février 1987 sur le projet de loi, sous le n° L. 17.887 (doc. Ch. 797, 1986-1987, n° 1, p. 10).

7) Article 23bis.

Cet article fait application d'un principe général qui serait applicable même sans texte.

8) Article 25.a) Amendement principal.

Si l'article 25 du projet était supprimé, il devrait, pour éviter des contestations, être remplacé par des dispositions législatives réglant les modalités du transfert visé audit article.

b) Amendement subsidiaire.

Il y aurait lieu d'indiquer quelles sont les autorités qui doivent conclure l'accord visé par l'amendement.

Pour le surplus, l'amendement relève de l'opportunité politique.

9) Article 26.

Dans le texte français proposé, il y a lieu d'écrire : "L'approbation de ce plan donnera ...".

.../...

10) Article 28.Amendement principal et amendements subsidiaires.

Les trois amendements relèvent de l'opportunité politique.

II. Amendements de MM. VAES et consorts à l'article 11
(doc. Sénat 580, n° 4).

A. L'amendement relève de l'opportunité politique. S'il était adopté, il y aurait lieu de modifier en conséquence d'autres articles du projet.

B et C. Ces amendements sont la conséquence de l'amendement A.

C'est à tort que des arguments d'ordre constitutionnel sont invoqués dans la justification.

III. Amendements de M. VAN IN et consorts
(doc. Sénat 580, n° 12).1) Article 1er.

L'amendement relève de l'opportunité politique.

Il paraît toutefois excessif dans la mesure où il aurait pour effet de pénaliser l'Exécutif de la Région bruxelloise pour des actes accomplis par d'autres autorités, notamment le conseil et le collège de l'agglomération et les autorités de locales de l'Agglomération de Bruxelles.

.../...

2) Article 9.

A et B. Les Amendements relèvent de l'opportunité politique.

3) Article 11.

L'amendement relève de l'opportunité politique.

IV. Amendements de MM. LAGASSE et LEPAFFE

(doc. Sénat 580, n° 9).

1) Article 2.

L'amendement relève de l'opportunité politique.

2) Article 10ter et article 10sexies.

Les amendements n'appellent pas d'observation.

3) Article 10quinquies.

Il y aurait lieu de prévoir la sanction de la tardiveté de la notification de l'improbation.

V. Amendements de MM. LAGASSE et LEPAFFE

(doc. Sénat 580, n° 11).

1) Article 21.

Amendement principal et amendement subsidiaire.

Le Conseil d'Etat se réfère à l'observation qu'il a faite sur l'article 21 dans l'avis qu'il a donné le 24 février 1987, sous le n° L. 17.887, sur le projet de loi (doc. Ch. 797, 1986-1987, n° 1, p 10).

.../...

2) Article 25.

Les divers alinéas que comporte l'article 25 proposé relèvent de l'opportunité politique.

Au littera D, il existe une discordance entre le texte et sa justification. Selon le texte, c'est l'ensemble des perceptions, impositions, redevances et du crédit spécial qui est transféré aux communes bruxelloises, alors que selon la justification ce ne serait que la part correspondant aux compétences transférées.

On peut se demander, si le texte était maintenu, comment l'Agglomération pourrait encore exercer les compétences qu'elle conserve.

VI. Amendements de Mme DE PAUW-DEVEEN et de M. DEWULF
(doc. Sénat 580, n° 3).

1) Article 15.

L'amendement n'appelle pas d'observation.

2) Article 21.Amendement subsidiaire.

Le Conseil d'Etat se réfère à l'observation qu'il a faite sur l'article 21 dans l'avis qu'il a donné le 28 février 1987 sur le projet de loi, sous le n° L. 17.887 (doc. Ch. 797, 1986-1987, n° 1, p. 10).

.../...

3) Article 26bis.

- 1) Le paragraphe 1er du texte proposé est inutile, les mots "des agglomérations" ayant déjà été insérés, par la loi du 26 juillet 1971, dans l'article 1er, § 1er, 1°, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.
- 2) Si les paragraphes 2 et 3, qui ne sont suivis d'aucune justification, ont pour objet de prévoir de nouvelles mesures de contrôle de l'application des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, dans l'administration de l'Agglomération bruxelloise et dans celle des communes et des centres publics d'aide sociale de cette agglomération, ces dispositions devraient s'insérer dans le chapitre VIII des lois coordonnées précitées, intitulé "Contrôle".

De Raad van State moet zich, gelet op de korte termijn die hem is toegemeten, tot de volgende opmerkingen bepalen.

I. Amendementen van de heren MOUREAUX en HOTYAT

(Gedr. St. Senaat 580, 1986-1987, nr. 14).

1) Artikel 1.

Het amendement doet een kwestie van beleidskeuze rijzen waarover de Raad van State zich niet heeft uit te spreken.

2) Artikel 12.

Volgens het eerste lid van het amendement kunnen twee lijsten samengesteld uit kandidaten van een verschillende taalgroep verklaren ~~dat~~ zij met het oog op de toewijzing van de zetels tot eenzelfde politieke groep behoren. Die verklaring moet geschieden uiterlijk daags vóór de verkiezing.

Men kan zich afvragen of die verklaring, wil de kiezer niet voor verassingen komen te staan, niet vroeger plaats zou moeten hebben en of ze niet een voldoende ruchtbaarheid zou moeten krijgen.

3) Artikel 16.

Uit artikel 108bis, § 1, van de Grondwet volgt inderdaad dat de verkiezing van een voorzitter van de agglomeratieraad bekrachtigd dient te worden door de Koning. Het is evenwel niet nodig dat dit grondwettelijk voorschrift in de wet wordt herhaald.

.../...

4) Artikel 18.

De voorgestelde verduidelijking is niet volstrekt noodzakelijk. Het spreekt namelijk vanzelf dat de nieuw verkozen voorzitter de eerste plaats in de rangorde bekleedt.

5) Artikel 19.A. a) Hoofdamendement.

Ten onrechte wordt in de verantwoording bij het amendement gewezen op een tegenstrijdigheid tussen het voorgestelde artikel 69, § 1, en het artikel 44, tweede lid, dat van kracht blijft.

Het gaat enerzijds om delegaties toegestaan door het college en anderzijds om delegaties door de voorzitter verleend in verband met zijn eigen bevoegdheden.

b) Subsidiair amendement.

Het woord "collegiaal" is niet nodeloos want het heeft een bijzondere betekenis gekregen.

B. Ook hier wijst de verantwoording ten onrechte op een tegenstrijdigheid met artikel 44. Artikel 69, § 3, heeft immers betrekking op de bevoegdheden van het college, artikel 44 op die van de voorzitter.

.../...

6) Artikel 21.

De Raad van State moge verwijzen naar hetgeen hij in verband met dit artikel heeft opgemerkt in het advies dat hij op 24 februari 1987 onder het nr. L. 17.887 over het wetsontwerp heeft uitgebracht (Gedr. St. Kamer 797, 1986-1987, nr. 1, blz. 10).

7) Artikel 23bis.

Dit artikel geeft toepassing aan een algemeen beginsel dat ook zou gelden als er geen tekst is.

8) Artikel 25.a) Hoofdamendement.

Als artikel 25 van het ontwerp vervalt, zou het, om betwisting te voorkomen, vervangen moeten worden door wetsbepalingen die de in het artikel bedoelde overdracht regelen.

b) Subsidiair amendement.

Aangegeven zou moeten worden door welke overheden het in het amendement bedoelde akkoord dient te worden gesloten.

Voor het overige is het amendement een zaak van beleidskeuze.

9) Artikel 26.

In de voorgestelde tekst moet in het Frans worden gelezen : "L'approbation de ce plan donnera ...".

.../...

10) Artikel 28.Hoofdamendement en subsidiaire amendementen.

De amendementen zijn alle drie een zaak van beleidskeuze.

II. Amendementen van de heer VAES c.s. op artikel 11
(Gedr. St. Senaat 580, nr. 4).

A. Het amendement is een zaak van beleidskeuze. Als het wordt aangenomen zouden dienovereenkomstig andere artikelen van het ontwerp moeten worden gewijzigd.

B en C. Deze amendementen zijn uitlopers van amendement A.

Ten onrechte beroept men zich in de verantwoording op argumenten van grondwettelijke aard.

III. Amendementen van de heer VAN IN c.s.
(Gedr. St. Senaat, nr. 12).

1) Artikel 1.

Het amendement is een zaak van beleidskeuze.

Het lijkt echter te ver te gaan, doordat het tot gevolg zou hebben dat de Executieve van het Brusselse Gewest bestraft zou worden voor handelingen verricht door andere autoriteiten, met name de agglomeratieraad en het agglomeratiecollege en de plaatselijke overheden van de Brusselse Agglomeratie.

2) Artikel 9.

A en B. De amendementen zijn een zaak van beleidskeuze.

3) Artikel 11.

Het amendement is een zaak van beleidskeuze.

IV. Amendementen van de heren LAGASSE en LEPAFFE

(Gedr. St. Senaat 580, nr. 9).

1) Artikel 2.

Het amendement is een zaak van beleidskeuze.

2) Artikel 10ter en artikel 10sexies.

De amendementen geven geen aanleiding tot opmerkingen.

3) Artikel 10quinquies.

Er zou bepaald moeten worden welke sanctie verbonden wordt aan te late kennisgeving van de onthouding van goedkeuring.

V. Amendementen van de heren LAGASSE en LEPAFFE

(Gedr. St. Senaat 580, nr. 11).

1) Artikel 21.Hoofdamendement en subsidiair amendement.

De Raad van State verwijst naar de opmerking die hij over artikel 21 gemaakt heeft in het advies dat hij op 24 februari 1987 onder het nr. L. 17.887 over het wetsontwerp heeft gegeven (Gedr. St. Kamer 797, 1986-1987, nr. 1, blz. 10).

2) Artikel 25.

De verschillende leden waaruit het voorgestelde artikel 25 bestaat, hebben te maken met een beleidskeuze.

In D bestaat er een discrepantie tussen de tekst en de verantwoording ervan. Volgens de tekst worden de heffingen, belastingen, retributies en het bijzondere krediet in hun geheel aan de Brusselse gemeenten overgedragen, terwijl volgens de verantwoording het slechts zou gaan om het gedeelte dat met de overgedragen bevoegdheden overeenkomt.

Het is de vraag hoe bij handhaving van de tekst de agglomeratie de bevoegdheden die zij behoudt, nog zou kunnen uitoefenen.

VI. Amendementen van Mevr. DE PAUW-DEVEEN en van de Heer DEWULF

(Gedr. St. Senaat 580, nr. 3).

1) Artikel 15.

Bij het amendement zijn geen opmerkingen te maken.

2) Artikel 21.Subsidiair amendement.

De Raad van State verwijst naar de opmerking die hij over artikel 21 heeft gemaakt in het advies dat hij op 24 februari 1987 over het wetsontwerp heeft gegeven onder het nr. 17.887 (Gedr. St. Kamer 797, 1986-1987, nr. 1, blz. 10).

.../...

3) Artikel 26bis.

- 1) Paragraaf 1 van de voorgestelde tekst is overbodig aangezien de woorden "van de agglomeraties" reeds door de wet van 26 juli 1971 zijn ingevoegd in artikel 1, § 1, 1°, van de op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.
 - 2) Indien de paragrafen 2 en 3, waarbij geen enkele verantwoording is gegeven, tot doel hebben te voorzien in nieuwe maatregelen voor het toezicht op de naleving van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken in de administratie van de Brusselse agglomeratie en in de administratie van de gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van die agglomeratie, zouden die bepalingen moeten worden ingevoegd in hoofdstuk VIII van de voormelde gecoördineerde wetten, met als opschrift "Toezicht".
-

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT,
de Heren :

P. FINCOEUR,
P. MARTENS,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, président de chambre.

Le rapport a été présenté par M. Cl. ROUSSEAUX, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Cl. ROUSSEAUX, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. LIGOT.